

ARRÊTÉ

portant prescriptions complémentaires Installations classées pour la protection de l'environnement Société GURDEBEKE – commune de LIHONS

LE PRÉFET DE LA SOMME CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

- Vu le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;
- Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) et notamment son article 21-III ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 mars 2006 à la société GURDEBEKE, dont le siège social est situé au 65 boulevard Carnot, 60400 Noyon, pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux à Lihons, parcelles cadastrées R n°30 à 33, 172 à 180, 182 à 184 et Z.P n°26 (pro parte) et 41 (pro parte) ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 17 juillet 2015 à la société GURDEBEKE SA pour l'extension d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux à Lihons ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 août 2018 à la société GURDEBEKE modifiant l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2015 ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 15 juin 2021 à la société GURDEBEKE ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées par courriel du 6 décembre 2022 et complété par courrier reçu le 7 décembre 2023 relatif aux modifications des valeurs limites d'émission des installations de combustion de la rubrique n°2910.B.1 ;
- Vu l'étude du risque sanitaire (version F du 20/11/2023 de NEODYME -R-EF-2306-01d) ;
- Vu le rapport et les propositions du 29 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le rapport et les propositions du 29 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;
Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 2 mai 2024, réceptionné le 13 mai 2024 ;
Vu les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courrier du 22 mai 2024 ;
Considérant ce qui suit :

1. la société GURDEBEKE est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement implantée Ecopole Carimara, lieu-dit "Sole du Bosquet" à Lihons, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 8 août 2018 susvisé ;
 2. par courrier du 24 novembre 2023, la société GURDEBEKE a transmis, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter-à-connaissance complétant le dossier de décembre 2022 visant à appliquer les valeurs limites d'émission des installations de combustion de la rubrique n°2910.B.1 ;
 3. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport du 29 avril 2024, que ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;
 4. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 autorisant la société GURDEBEKE, dont le siège social est situé au 65 boulevard Carnot, 60400 Noyon, et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2021 susvisé, à exploiter ses installations à Lihons, Ecopole Carimara, lieu-dit "Sole du Bosquet" sont modifiées par les articles ci-dessous.

ARTICLE 2. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2021	Article 2	Supprimés et remplacés par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018	Article 3.2.1 du chapitre 3.2 « Conditions de rejet »	Supprimés et remplacés par l'article 4 du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018	Article 3.2.2 du chapitre 3.2 « Conditions de rejet »	Supprimés et remplacés par l'article 5 du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018	Article 3.2.3 du chapitre 3.2 « Conditions de rejet »	Supprimés et remplacés par l'article 6 du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018	Article 3.2.4 du chapitre 3.2 « Conditions de rejet »	Supprimés et remplacés par l'article 7 du présent arrêté

ARTICLE 3. – NATURE DES INSTALLATIONS

Les dispositions de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2021 sont abrogées et remplacées par le tableau suivant :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime ¹
3540	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Centre de stockage de déchets non dangereux d'une capacité de 90 000 t/an, comprenant 10 alvéoles Capacité totale de stockage : • en masse : 990 000 m ³ • en volume : 950 000 m ³	A
2760	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a	Centre de stockage de déchets non dangereux d'une capacité de 90 000 t/an, comprenant 10 alvéoles	A
2910	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	Chaudière de secours n°1 de 1,3 MW consommant du biogaz produit par l'ISDND : installation fonctionnant moins de 500 heures par an disposant de VLE particulières et ne pouvant fonctionner que si la chaudière n°2 est à l'arrêt Chaudière n°2 de 2,7 MW consommant du biogaz produit par l'ISDND Puissance thermique nominale maximale : 2,7 MW	E
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par	Unité d'évaporation naturelle accélérée	E

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
	ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Puissance thermique évacuée maximale de 3400 kW	
2714	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	6 bennes de 30 m ³ Volume total maximal de 180 m ³	D
2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	5 bennes de 30 m ³ 100 m ³ en attente de traitement Volume maximal total de 250 m ³	DC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	1 cuve de distribution de gazole non routier pour les engins du site avec un volume annuel distribué de 120 m ³ 24 m ³ de capacité totale équivalente	NC
2713	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et	Surface d'entreposage de métaux de 90 m ²	NC

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
	2719. La surface étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1 000 m ²		
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	Volume maximal total de 30 m ³	NC
2910	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Groupe électrogène fonctionnant au fioul de 0,054 MW	NC
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : b) Supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	1 atelier-garage de 208 m ²	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel,	1 cuve de gazole non routier enterrée double enveloppe de 6 m ³ (≈ 5,8 t)	NC

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
	<p>gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p>		

ARTICLE 4. – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions de l'article 3.2.1 « Dispositions générales » du chapitre 3.2 « Conditions de rejet » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Dans toute la mesure du possible, les rejets à l'atmosphère sont collectés et évacués par l'intermédiaire de cheminées.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée, Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

Les poussières, gaz polluants où odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions des normes NF X 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. Ces points doivent être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. »

ARTICLE 5. – CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Les dispositions de l'article 3.2.2 « Conduits et installations raccordées » du chapitre 3.2 « Conditions de rejet » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance	Combustible
1	Chaudière de secours n° 1 ne pouvant fonctionner que si la chaudière n°2 est à l'arrêt et fonctionnant moins de 500 heures par an disposant de VLE particulières	1,3 MW	Biogaz produit par l'installation de stockage de déchets non dangereux
2	Chaudière n°2	2,7 MW	
3	Torchère	1,5 MW	

ARTICLE 6. – CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Les dispositions de l'article 3.2.3 « Conditions générales de rejet » du chapitre 3.2 « Conditions de rejet » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

N° de conduit	Hauteur minimale en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
1	6	372	8
2	6	465	8
3	7	300	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs à 3% d'oxygène pour les chaudières et 11% d'oxygène pour la torchère).

Les deux chaudières constituent l'installation de combustion au sens de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 relevant du régime de l'enregistrement.

ARTICLE 7. – VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES ET QUANTITES MAXIMALES REJETÉES

Les dispositions de l'article 3.2.4 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques et quantités maximales rejetées » du chapitre 3.2 « Conditions de rejet » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les rejets issus des installations de combustion doivent respecter les valeurs limites rappelées ci-dessous et fixées à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les conditions de référence sont les suivantes : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 %

Conduit n°1 : Les rejets issus du conduit n°1 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux.

Paramètres	Concentration maximale en mg/Nm ³		Flux maximal en g/h
Poussières	10		4
SOx en équivalent SO ₂	200		-
NOx en équivalent NO ₂	200	À compter du 1 ^{er} janvier 2030 : 300	-
CO	150		56
COVNM	110		
HCl	5		2
HF	5		2
H ₂ S	0,1		0,04
HAP	0,1		-

Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes :

Composés	Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)
cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm ³ exprimée en (As+Se+Te)
plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm ³ exprimée en Pb
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20 mg/Nm ³ pour la somme des métaux

Conduit n°2 : Les rejets issus du conduit n°2 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux.

Paramètres	Concentration maximale en mg/Nm ³		Flux maximal en g/h	
Poussières	10		4	
SOx en équivalent SO ₂	200	À compter du 1 ^{er} janvier 2030 : 170	-	
NOx en équivalent NO ₂	200		-	
CO	150	À compter du 1 ^{er} janvier 2030 : 250	70	À compter du 1 ^{er} janvier 2030 : -

Paramètres	Concentration maximale en mg/Nm ³	Flux maximal en g/h
COVNM	50	23
HCl	5	2
HF	5	2
H ₂ S	0,1	0,05
HAP	0,1	-

Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes :

Composés	Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)
cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm ³ exprimée en (As+Se+Te)
plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm ³ exprimée en Pb
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20 mg/Nm ³ pour la somme des métaux

Conduit n°3 : Les rejets issus de la torchère (conduit n°3) doivent respecter les valeurs limites définies ci-dessous ainsi que celles fixées par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Les conditions de référence sont les suivantes : Les concentrations en polluants sont exprimées par mg/Nm³ les gaz étant rapportés à des conditions normalisées de températures (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), à une teneur en O₂ de 11 %.

Paramètres	Concentration maximale en mg/Nm ³	Flux maximal en g/h
Poussières	40	12
NOx en équivalent NO ₂	40	12
CO	150	45
COVNM	50	15
HCl	10	3
HF	2	0,6
H ₂ S	0,1	0,03

Paramètre	Concentration en mg/Nm	Flux en g/h
SOx en équivalent SO ₂	300	Si > 25 000

ARTICLE 8 – SURVEILLANCE DES REJETS

L'exploitant réalise une estimation journalière des rejets de SO₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre du biogaz collecté et des paramètres de fonctionnement de l'installation et estime en permanence les teneurs en poussières rejetées.

L'exploitant réalise à ses frais de l'exploitant un programme de surveillance annuelle pour les paramètres suivants, HAP et métaux pour les deux chaudières.

D'autre part, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le nombre d'heures de fonctionnement de la chaudière 1.

ARTICLE 9. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Lihons et peut y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Lihons pendant une durée minimum d'un mois ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux ;

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune de Lihons et transmis à la préfecture ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Somme qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 10. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier, 80000 Amiens) le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par le pétitionnaire ou par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés par le code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

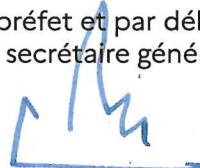
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 11. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, le maire de Lihons, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE.

Amiens, le 24 JUIN 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD